

La Revue de Défense

CLUB DÉFENSE AEGE - NUMÉRO DE JANVIER 2022



Le mot de notre équipe:

Le club défense de l'AEGE profite de cette newsletter pour vous souhaiter une excellente année 2022.

La Fabrique Défense a ouvert ses portes pour une deuxième édition jusqu'à dimanche à la Villette, n'hésitez pas à venir nous voir au stand numéro E2.

Le dimanche 30 janvier se tiendra la table ronde « Les armées face aux évolutions de la conflictualité », organisée par l'État-Major des Armées et en soutien de l'Ecole de Guerre Economique.

Cette table ronde incite à réfléchir aux grandes évolutions des conflictualités qui peuvent être observées dès à présent et anticipées d'ici à 2030.

Nous vous invitons à assister à cette dernière le 30 janvier à 13h30, en compagnie de nos trois intervenants : Le colonel (T/DEU) Dirk HAMANN (DGRIS). Le colonel (A) Pierre GAUDILLIERE (Pole prospective et stratégie militaire de l'EMA). Le capitaine de Frégate Jean-Baptiste FLORANT (Bureau emploi de l'EMA) et animée par Céline Clovis, étudiante à l'EGE.





LA SUÈDE ET LA GUERRE DE L'INFORMATION

LA DÉFENSE PSYCHOLOGIQUE SUÉDOISE SELON NIKALS H. ROSSBACH

La prise de position suédoise concernant la guerre de l'information, même en temps de paix, est extrêmement intéressante. Dans un monde moderne où les conflits ne sont plus bilatéraux, comme au temps de la guerre froide, il est devenu nécessaire d'avoir une vision juste de ses propres canaux de communication, de leurs failles, ainsi que des méthodes adverses pour influencer sur les décisions nationales. A l'instar du Commandement des Opérations Spéciales (COS) en France qui centralise les toutes opérations spéciales en cours, Niklas H. Rossbach pousse pour la mise en place d'une Agence de défense psychologique, qui centraliserait l'ensemble des actions liées à cette lutte.

Niklas H. Rossbach part du constat que le mot guerre est aujourd'hui bien plus polysémique qu'il ne l'était il y a de ça 50 ans. Dans l'imaginaire populaire, le terme renvoie toujours à un conflit armé frontal violent, incluant des destructions et des pertes humaines conséquentes, dans lesquels les pertes civiles sont des dommages collatéraux, et non des cibles de choix. Or, en pratique, cette définition est beaucoup trop fermée et exclut pléthore de type de conflit.

Le premier objectif de l'Agence est de renforcer la volonté des Suédois de défendre leur pays en cas d'agression de basse intensité. Cela passe évidemment par une communication réfléchie à l'endroit des nationaux ; Le but étant ici de démontrer que les attaques informationnelles ont des impacts tout aussi réels que des attaques armées. Il est nécessaire de changer la perception des notions de conflit et de guerre. (1/2)



LA SUÈDE ET LA GUERRE DE L'INFORMATION

Dans la pratique, l'agence existe pour contrer les actions de guerre de l'information, et en temps de guerre, assurer la communication de crise. L'intérêt principal d'une telle agence se trouve dans le fait qu'elle a pour vocation de centraliser les prises de décisions en rapport avec la guerre de l'information. Cela permet notamment d'éviter une dilution du problème entre les différents ministères et agences de renseignements traditionnels. Bien entendu, sous-jacent à ce mode d'organisation, se posent les questions légitimes du contrôle démocratique et d'une possible propagande étatique.

Il serait intéressant pour la France de s'inspirer du modèle suédois pour développer son propre organisme de gestion de la guerre de l'information. Les agences françaises ont, bien sur, déjà pleine connaissance du sujet, mais n'est pas prioritaire, selon les organismes. De plus, cela permettrait d'avoir une vision d'ensemble des attaques et des enjeux sur les différents pans de la société et du tissu industriel français. (2/2)

A.C



BOEING ET DASSAULT, UNE COMPETITION COMMERCIALE EN INDE

LA MARINE INDIENNE ET LE RAFALE MARINE, UNE NOUVELLE COMMANDE ?

-

Alors que l'Indonésie se dit prête à s'offrir de nouveaux Rafales, tout en faisant perdurer les négociations avec le constructeur américain Boeing, il semblerait que Dassault ait suscité l'intérêt d'un nouveau client.

La marine indienne poursuit ses tests pour équiper son nouveau porte-avions, le Vikrant. Elle cherche à acquérir jusqu'à 57 avions de combat remplaçant ses MIG 29-K.

Le Rafale Marine attire. Fleuron de technologies de chez Dassault, le Rafale est soumis à de nombreuses épreuves par les armées indiennes. Il se place en concurrence directe avec le F/A-18 Super Hornet.

Des tests suivis avec une grande minutie, la marine indienne cherche des avions capables de décoller non pas par catapulte mais par l'intermédiaire d'un tremplin. Dassault avait déjà réalisé cet emploi en 2010, plus de dix avant son concurrent. S'ajoute à cela une différence de gabarit, plus compact, le Rafale semble plus adapté au manœuvre sur le pont d'envol compte tenu de son rival.

Un appel d'offres très intéressant sur de nombreux points, d'un point de vue commerciale et géopolitique, rapprochant la collaboration et les partenariats. (1/2)



BOEING ET DASSAULT, UNE COMPETITION COMMERCIALE EN INDE

-
Bien que nous ayons conscience des luttes d'influences, notamment au travers de l'industrie de l'armement et de la volonté du maintien de vassalisation des Etats Unis, il est nécessaire de suivre cette compétition commerciale d'un œil attentif.

Car bien que cette commande justifierait une relance de la production embarquée du rafale M au profit de l'Etat Major, ce fonctionnement souligne un vrai danger pour nos armées et pour notre économie.

En effet les avancées technologiques dont bénéficie nos armées sont liées à nos exportations vers nos partenaires. Un système économique qui nous rend particulièrement dépendant de ces dernières, dessinant une nécessité de nouer des accords politiques. (2/2)

H.P



SOUS-MARINS AUSTRALIENS : QUAND CANBERRA DÉCHANTE

QUID DE L'ANNULATION DU CONTRAT DE VENTE ?

La récente affaire de l'annulation du contrat de vente de sous-marins français à l'Australie présente une autre facette, étonnement peu traitée par la presse francophone, mais abordée dans la [presse australienne](#) et américaine.

Effectivement, si l'Australie a décidé d'acquérir, à termes, des sous-marins états-uniens (probablement de classe Virginia) ou britanniques (probablement de classe Astute) dans le cadre du pacte AUKUS, se pose la problématique de la temporalité. Les sous-marins australiens actuels, de la classe Collins, déjà en retard au niveau générationnel, vont en plus commencer à s'essouffler à l'horizon 2030. Or, les sous-marins potentiels que l'Australie voudrait acquérir ne pourront être livrés avant l'horizon 2050, pour des raisons de temps de production évidentes, de manques d'infrastructures (si les chantiers sont australiens), et de transfert de technologies et formations.

L'Australie doit donc sans délai réfléchir à un plan ou bien de remplacement provisoire de sa flotte sous-marine, ou bien à l'extension de la durée de vie de ses sous-marins conventionnels actuels. La première possibilité pourrait inclure la location de sous-marins nucléaires plus modernes (tels ceux de la classe Virginia états-unienne, mais les Etats-Unis ne paraissent actuellement pas être en mesure de pouvoir se permettre une diminution de leur propre flotte), ou l'achat de sous-marins conventionnels provisoires... (1/2)



SOUS-MARINS AUSTRALIENS : QUAND CANBERRA DÉCHANTE

Une seconde possibilité politiquement peu crédible, puisque l'argument de la propulsion conventionnelle a été surutilisé pour justifier l'annulation du contrat de vente des sous-marins français. Quant à l'extension de la durée de vie des Collins, cela impliquerait également un long process de modernisation. Quel que soit le choix que fera l'Australie, l'ensemble des frais engendrés sera faramineux, une réalité économique et stratégique dont l'Australie ne semble avoir pris conscience que depuis quelques semaines, alors que l'évolution de la situation en Mer de Chine et plus largement en zone Indo-Pacifique s'avère être pour le pays une priorité absolue.

Ironie de la géoéconomie, la Chine a récemment mis en service une nouvelle génération de sous-marins et de missiles balistiques, pouvant atteindre les côtes australiennes et états-uniennes tout en restant en zone littorale chinoise. (2/2)

B.H



LES INTERROGATIONS AUTOUR DES RELATIONS ENTRE ALLEMAGNE ET L'UKRAINE

À QUOI JOUE L'ALLEMAGNE ?

Les relations russo-ukrainiennes depuis 2014 et la révolution de Maidan sont quelque peu difficiles. Plusieurs épisodes de vives tensions ont eu lieu ces dernières années comme l'incident du détroit de Kertch en 2018 où plusieurs navires et marins ukrainiens ont été capturés par la Russie.

Aujourd'hui et depuis plusieurs semaines, à lieu un fort regain des tensions entre la Russie et l'Ukraine. Plus de 100 000 soldats russes ont été positionnés proches des frontières ukrainiennes. Plusieurs entraînements de l'armée russe sont organisés sur le territoire biélorusse et le nombre de soldats Russe grossi extrêmement vite dans la région donnant la possibilité à Moscou d'exercer une pression toujours plus forte sur l'Ukraine.

La réaction des occidentaux a été plus ou moins unanime. Les Etats-Unis ont menacé d'infliger des coûts sévères à la Russie en cas d'invasion, l'Espagne a envoyé une de ses frégates, Emmanuel Macron lors d'une conférence de presse commune à Berlin a mis en garde Moscou en annonçant d'un ton volontairement appuyé que « S'il devait y avoir une agression, la riposte sera là et le coût sera très élevé » et lors de ses vœux aux armées s'est aussi dit prêt à envoyer des troupes françaises en Roumanie. En outre, plusieurs pays ont envoyé du matériel à l'Ukraine comme les Etats-Unis ou également comme les pays baltes ou le Royaume-Uni qui ont annoncé envoyer des missiles antichars et antiaériens.

Dans toutes ses réactions de soutien des occidentaux envers l'Ukraine, un pays se distingue particulièrement, l'Allemagne. En effet, le pays se montre intransigeant sur son refus d'exporter des armes vers l'Ukraine pour des raisons inscrites dans l'histoire selon Berlin. Une excuse qui laisse un goût amer aux ukrainiens. (1/2)



LES INTERROGATIONS AUTOUR DES RELATIONS ENTRE ALLEMAGNE ET L'UKRAINE

De plus l'Allemagne traîne en longueur pour autoriser l'envoi d'ancien obusier D-30 de construction soviétique qui originellement était basé en RDA au moment de l'unification et qui sont aujourd'hui en la possession des Estoniens. Ce blocage est très gênant pour la crédibilité de l'Allemagne en tant qu'allié. Elle bloque un pays de l'OTAN d'envoyer des armes, qui ne sont plus possédées par l'Allemagne depuis les années 1990, à un pays qui dans la situation actuelle apparaît comme voulant simplement défendre son territoire. Enfin pour finir l'Allemagne a dernièrement accepté l'envoi de 5 000 casques militaire, une proposition qui a été qualifié par l'actuel maire de Kiev de « blague » et le laissant « sans voix ».

Mais alors, pour quelle raison l'Allemagne agit elle ainsi ? Les raisons principales peuvent être résumées assez facilement. En plus d'une raison historique entraînant une réticence naturelle chez les Allemands depuis 75 ans sur ce sujet, les raisons économiques et énergétiques sont les principaux moteurs d'un tel positionnement. L'Allemagne dépend de la Russie pour plus de la moitié de ses importations de gaz. Ce qui est étonnant est que sur cette affaire, le pays d'outre-Rhin est quelque peu indiscret sur ses volontés de prioriser ses propres intérêts économiques. M. Scholz est resté plutôt vague autour de la question de Nord Stream 2. Par ailleurs Friedrich Merz qui est le nouveau chef de la CDU a mis en garde contre l'exclusion des banques russes du réseau de transactions de paiement Swift, car cela "nuirait" aux intérêts économiques de l'Allemagne.

Peut-on expliquer cette attitude par le manque d'expérience de la chancellerie Allemande ? Cela est fort peu probable, mais ce qui est une certitude, c'est qu'une fois encore l'Allemagne montre bien que les états n'ont pas d'amis, ils n'ont que des intérêts. (2/2) A.V